

Le SNPES-PJJ/FSU appelle au 1er Octobre :

En grève contre l'austérité et pour plus de justice sociale !



L'actualité récente a montré combien la désespérance sociale créée par des années de politiques d'austérité produit des divisions dans le pays et nourrit le discours et la montée de l'extrême-droite.

Les inégalités d'accès aux droits créées par l'éloignement des services publics, voire leur destruction dans certains cas, aggravent considérablement toutes les inégalités sociales, délaissant ainsi toute une partie de la population. Ce contexte conforte les organisations syndicales de la Fonction publique, CGT, FSU et Solidaires, dans leurs revendications communes qu'elles expriment depuis des années. Elles considèrent que des réponses à l'urgence sociale doivent être apportées sans plus attendre. Pour assurer de bonnes conditions de travail, pour améliorer partout la qualité du service public rendu, il faut leur donner des moyens.

Les décisions de restrictions budgétaires de la DPJJ prises en plein été, ont eu pour conséquences de mettre à mal l'ensemble des services, en mettant fin brutalement, à des contrats de collègues précaires. Ce qui atteste un peu plus de la dégradation du service public d'éducation à la Justice.

Les pratiques managériales visant à mettre en concurrence sont un fléau supplémentaire ! Le SNPES-PJJ/FSU réaffirme plus que jamais que c'est dans l'intérêt général que les professionnel.les de la PJJ exercent leur mission, contrairement au gouvernement démissionnaire et à celui mis en place dans un déni démocratique inouï du président Macron.

Dans le contexte inflationniste actuel, la revalorisation du point d'indice est inévitable et ne peut plus être une option au risque de voir davantage de professionnel.les du service public et de la PJJ se précariser. En outre, il devient plus qu'urgent de revaloriser les filières administrative et socio-éducative.

Enfin, les conditions de travail de plus en plus dégradées au sein des services de la PJJ contribuent très largement aux départs de plus en plus nombreux.se de professionnel.les et entament sérieusement, à l'instar de l'absence d'ambition de la politique salariale de la DPJJ, l'attractivité de nos métiers.

Le SNPES-PJJ/FSU porte l'impérieuse nécessité d'un plan d'urgence pour la PJJ, avec entre autres :

- **Revalorisation des grilles salariales pour l'ensemble des corps et dégel du point d'indice**
- **CTI et NBI pour toutes et tous et fin de la politique des primes.**
- **Abaissement des normes à 20 jeunes par éducateur.ices en milieu ouvert.**
- **Redéploiement des moyens colossaux mis dans l'enfermement des enfants vers les foyers.**
- **Plan de titularisation massif des contractuel.les à la PJJ avec une formation systématique aux spécificités de la PJJ afin d'en finir avec la précarisation des professionnel.les.**

LIRE LA SUITE DU PLAN D'URGENCE

Un plan
d'URGENCE
pour la PJJ



snpes.pjj.fsu@mailo.com



<https://www.facebook.com/profile.php?id=100064701035003>



<https://youtube.com/@ouiauparideleducation3262>



SNPESPJJ.FSU.FR



01 42 60 11 49